

# ANALYSE SUR LA SITUATION DE PROTECTION

## PROVINCE DU NORD KIVU (Crise M23\_Focus sur Rutshuru et Masisi)

**Octobre-Décembre 2023**

### I. CONTEXTE

A partir d'octobre 2023, il a été constaté une intensification des affrontements entre le M23 et les coalitions des groupes armés ainsi que les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) dans la partie nord-est du territoire de Masisi et sud-ouest du territoire de Rutshuru. Ces affrontements ont effectivement mis fin au cessez-le-feu annoncé en mars 2023 et ont mené à une reprise de certaines zones par le M23. Le 4 décembre 2023, le groupe M23 a fait une communication mentionnant l'objectif de reprise de ces zones.

Trois territoires sont particulièrement touchés par le regain des combats : Masisi, Rutshuru et Nyiragongo. L'afflux des personnes déplacées internes (PDIs) en provenance des territoires de Masisi et de Rutshuru augmente la pression exercée sur la réponse humanitaire. Des déplacements massifs et des représailles contre les civils auraient aussi été enregistrés lors des différentes incursions et combats.

### II. FAITS SAILLANTS

#### 1. Détérioration de la situation sécuritaire

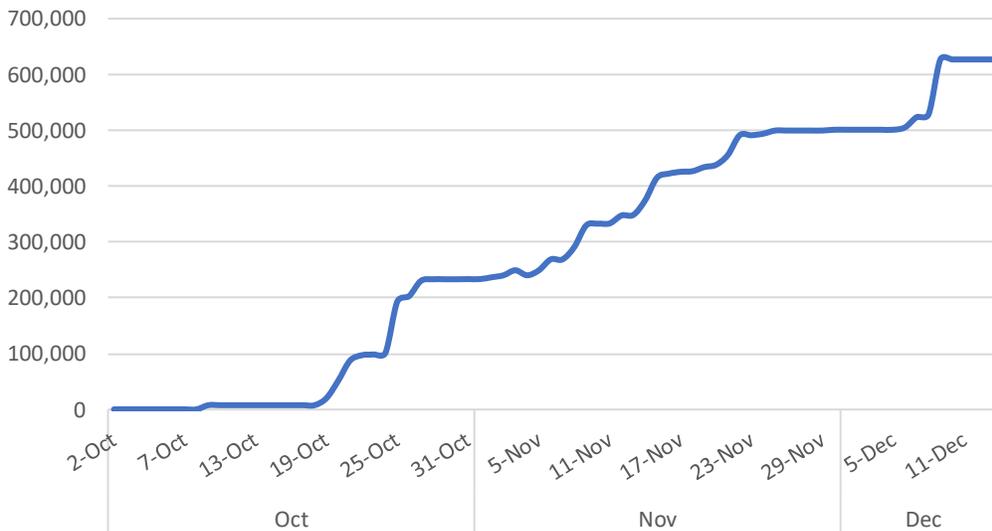
DATES	TERRITOIRES/LIEUX	EVENEMENTS
<b>01-10 octobre 2023</b>	Axe Sake-Kitshanga (Masisi)	Affrontements de grande envergure.
<b>21 octobre 2023</b>	Kitshanga	La zone de Kitshanga passe sous contrôle du M23, déplacements massifs vers le nord et le centre de Masisi et vers Goma.
<b>26 octobre 2023</b>	Bambo	La zone de Bambo passe sous contrôle du M23, déplacements massifs vers le nord-ouest de Rutshuru.
<b>Novembre 2023</b>	Axes Sake-Kitshanga et Bambo-Kibirizi Nyiragongo	Poursuite des affrontements sur les axes Sake-Kitshanga et Bambo-Kibirizi et bombardements à Nyiragongo. Déplacements massifs vers Masisi Centre, Goma et Kanyabayonga.
<b>06 novembre 2023</b>	Masisi	La zone de Kilolirwe passe sous contrôle du M23, déplacements massifs vers Masisi Centre et Goma.
<b>22 novembre 2023</b>	Bushanga et Mweso (Masisi)	Les zones passent sous contrôle du M23.
<b>20-21 novembre 2023</b>	Karenga, Munyaruguru, Tuonane et Imugando (Masisi)	Les zones passent sous contrôle du M23.
<b>04 décembre 2023</b>	Masisi	Affrontements autour de Sake, risque d'isolement des villes de Goma et Sake.
<b>11 décembre 2023</b>	Zones affectées par la crise M23	Accord de cessez-le-feu entre les belligérants de 72h, suivi d'une prolongation de 2 semaines.

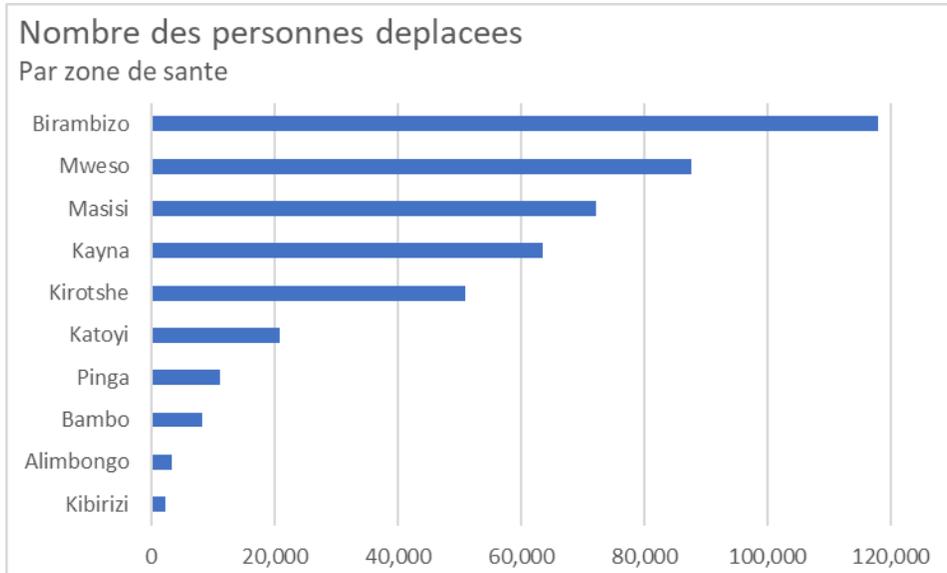
		<b>Expiration prévue le 28 décembre.</b>
<b>Depuis les 21/22 décembre 2023</b>	Territoire de Masisi	Renforcements d'effectifs et reprise d'affrontements entre les différentes parties au conflit, sur différents axes du territoire de Masisi.

## 2. Tendence des mouvements de population en octobre et novembre 2023

Au mois d'octobre 2023, plus de 233,000 personnes ont été contraintes aux déplacements. En novembre 2023, on note des mouvements d'au moins 200,000 personnes. Le mois de décembre a déjà vu le déplacement d'un autre 125,000 personnes. Il sied de noter que ces chiffres indiquent des mouvements des personnes, et non des présences. Cela implique la possibilité que certaines communautés qui se sont déplacées de multiples fois, soient comptées plusieurs fois dans le calcul.

Déplacements dans le Crise M23 - Octobre et novembre  
Territoires de Masisi, Rutshuru, Nyiragongo, Goma et Lubero





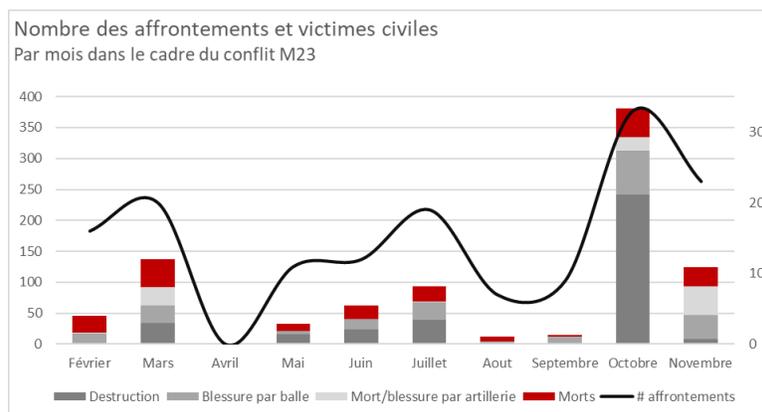
### 3. Détérioration de l'environnement de protection

La reprise des affrontements consécutive à la fin du cessez-le feu a été suivie par une détérioration claire de l'environnement de protection.

Depuis le début du mois d'octobre, différents acteurs de monitoring ont relevé au moins 56 affrontements et incursions dans le cadre du conflit entre le M23, d'autres groupes armés et les FARDC. Pendant la période de cessez-le-feu (d'avril à septembre), le nombre moyen d'affrontements par mois était de moins de 10.

Ces affrontements ont entraîné un nombre croissant de violations et d'abus contre les civils du fait de l'utilisation accrue des armes lourdes et artillerie. Il sied de noter que l'implication de multiples groupes armés dans le conflit a contribué à une augmentation significative des représailles de ces acteurs contre les civils. En effet, en représailles contre des civils accusés de collaboration avec des groupes rivaux, des acteurs armés non-étatiques auraient ciblé des villages entiers en commettant des destructions et incendies (ex : destruction de la grande partie des villages de Shangi et Nturo au début du mois d'octobre). Les acteurs du monitoring de protection mentionnent qu'au moins 50% des morts par balle enregistrés par des acteurs de monitoring dans le cadre du conflit étaient des meurtres ciblés de civils.

Les données du monitoring indiquent également une augmentation de 120% des cas de destruction des biens, habitations, villages, par rapport au mois de septembre 2023.



On note également la reprise des attaques sur des personnes déplacées aussi bien pendant les mouvements de déplacement que dans les zones d'accueil et pendant les mouvements de retour ou les mouvements pendulaires. Il s'agit surtout des extorsions et coups et blessures...

L'intensification de ces affrontements a également amplifié les facteurs de risques ainsi que le nombre de cas de violences basées sur le genre (VBG) liés non seulement aux mouvements de déplacements et aux mouvements pendulaires, mais également aux conditions de vie dans les sites de déplacés ou dans les communautés hôtes. Dans ce contexte, le déploiement d'équipes mobiles de Protection de l'enfant sur les axes de mouvement des populations dans le Masisi et le Rutshuru confirme la forte exposition aux séparations familiales. L'identification d'enfants séparés et non accompagnés a vu une augmentation de plus de 400% pour les seuls mois d'octobre et de novembre comparativement aux deux mois précédents<sup>1</sup>. En même temps, l'afflux des déplacés internes a exercé une forte pression sur l'accès aux terres et aux logements. Des personnes déplacées ont été contraintes par les événements à occuper spontanément des centres collectifs et les terrains appartenant aux particuliers. Cette situation a augmenté la tension entre les PDI et les autochtones, du fait qu'ils ne peuvent plus jouir de leurs terres.

#### 4. Analyse des violations et abus clés du 1<sup>er</sup> octobre au 30 novembre 2023<sup>2</sup>

Tableau présentant les violations et abus entre septembre et novembre 2023 dans tous les territoires du Nord Kivu

Territoires	VIOLATIONS ET ABUS DE DROITS																	
	Droit à la liberté			Droit à la propriété			Droit à l'intégrité physique			VBG			1612 (Tendances)			TOTAL		
	SEP	OCT	NOV	SEP	OCT	NOV	SEP	OCT	NOV	SEP	OCT	NOV	SEP	OCT	NOV	SEP	OCT	NOV
Lubero	36	97	113	38	94	91	79	103	75	6	18	8	10	21	5	169	333	292
Masisi	229	220	215	184	211	225	239	386	3010	95	130	113	40	97	69	789	1,044	933
Nyiragongo	74	91	66	33	79	108	37	69	93	95	111	72	0	08	0	259	358	339
Oïcha/Beni	75	183	242	70	217	352	77	146	157	1	13	9	1	18	14	224	577	775
Rutshuru	107	185	167	88	145	174	63	139	136	29	50	33	6	23	21	293	542	532
Autres (Goma, Walikale)	46	38	13	07	38	37	38	30	31	27	63	44	7	02	9	125	171	134
<b>TOTAL</b>	<b>567</b>	<b>814</b>	<b>816</b>	<b>420</b>	<b>784</b>	<b>987</b>	<b>553</b>	<b>873</b>	<b>802</b>	<b>253</b>	<b>385</b>	<b>279</b>	<b>64</b>	<b>169</b>	<b>118</b>	<b>1,859</b>	<b>3,025</b>	<b>3,004</b>

Le mois d'octobre a connu un pic élevé d'incidents de protection par rapport aux derniers mois, avec une augmentation de près de 63% des violations et abus des droits de l'homme qui ont été rapportés par le monitoring de protection dans la province, par rapport au mois de septembre. Ces incidents sont essentiellement liés à la poursuite des affrontements du M23 contre les groupes armés et les FARDC (Masisi, Rutshuru, Nyiragongo).

Dans les territoires de Masisi et Rutshuru, en octobre et novembre 2023, il y a eu une recrudescence de meurtres de civils allégués aux acteurs armés en dépit des patrouilles des services de sécurité, ainsi que des abus tels que des enlèvements, coups et blessures, extorsions, pillages, viols.

Les groupes armés commettraient des abus graves contre les PDI lorsque celles-ci se rendraient aux champs ou aux sources d'eau.

<sup>1</sup> UNICEF 2023

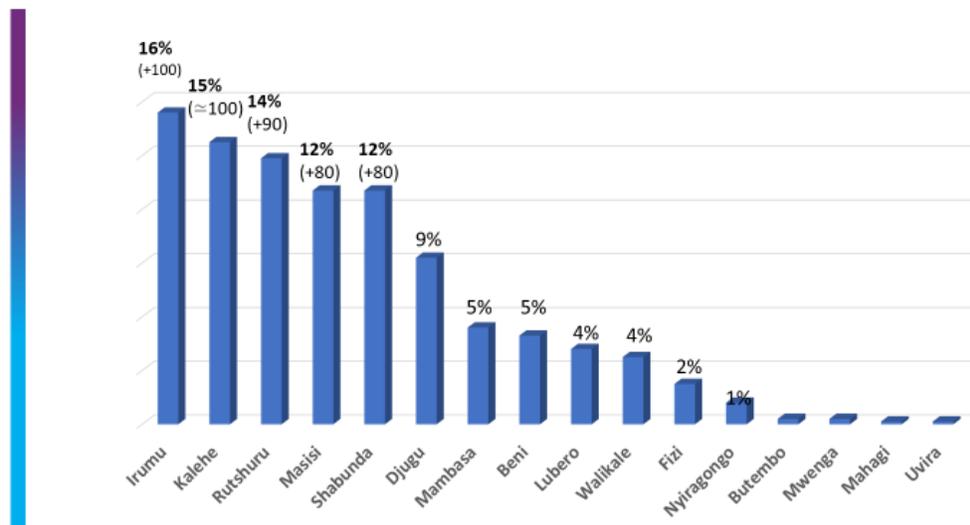
<sup>2</sup>Tendances extraites du Système d'Analyses et Réponses (SAR) \_UNHCR

Les territoires de Masisi, Rutshuru ont été les plus affectés en octobre et novembre, en raison d’attaques contre les agriculteurs et d’affrontements de groupes armés et FARDC contre le M23 (Masisi, Rutshuru).

Il y a eu une augmentation importante de prélèvements de taxes illégales, enlèvements, coups et blessures, extorsions de biens, enlèvements/disparitions forcées et pillages. Une hausse importante des allégations de viols a été rapportée particulièrement depuis octobre à Masisi, Nyiragongo et Rutshuru, période où il y a eu plusieurs attaques qui se sont soldées par des déplacements massifs de populations.

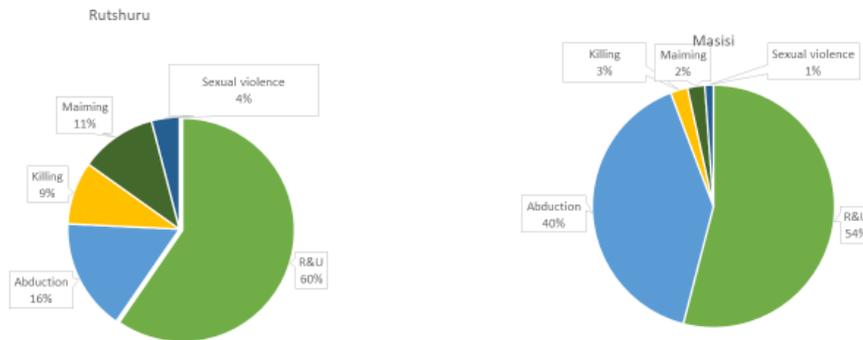
Au regard des violations graves de droits de l’enfant, la province du Nord Kivu reste la plus affectée, en comparaison avec les autres provinces du pays. Concernant les violations graves commises contre les enfants dans les conflits armés, documentées et vérifiées par les Nations Unies dans le cadre de la Résolution 1612 du Conseil de Sécurité des Nations Unies<sup>3</sup>, 40% des violations graves vérifiées en RDC, ont été documentées au Nord Kivu sur la période de juillet à septembre 2023 (période couverte par le dernier rapport de la Task force MRM). Les territoires de Masisi et de Rutshuru restent les plus affectés de la province ; le recrutement et l’utilisation ainsi que les enlèvements d’enfants sont les violations les plus élevés dans ces deux territoires.

## Tendances Violations Graves (Q3) Par Territoires



<sup>3</sup> Monitoring Reporting Mechanism (MRM).

## Tendances Violations Graves (Q3) Par Territoires



### 5. Détérioration de la situation humanitaire

La persistance des affrontements ainsi que les multiples déplacements exacerbent les vulnérabilités des PDI et augmentent leur dépendance à l'assistance humanitaire. En effet, la majorité de la population vivant dans des familles d'accueil ainsi que ceux établis dans les centres collectifs, présentent d'importants besoins en assistance multisectorielle dont les plus prioritaires sont l'eau, l'hygiène et l'assainissement, les abris, les Articles Ménagers Essentiels (AME), la nourriture et les soins de santé.

Il est à noter que le manque de financements des clusters reste un défi opérationnel pour la mise en œuvre des activités à la suite de l'augmentation du nombre de personnes déplacées par les récents affrontements armés à Rutshuru et Masisi, dans le Nord Kivu.

## III. ANALYSE DES RISQUES DE PROTECTION ET IMPACTS SUR LA POPULATION CIVILE

### 1. Analyse des mouvements de population

En octobre 2023, on a noté la progression des affrontements au nord et nord-ouest de la cité de Kitshanga sur les axes Mweso, Busumba, Kibachiro, Kirumbu, Musheberi, Kyahemba-Muhongozi et au sud sur les axes Burungu, Kabalekasha, Rushebeshe, Petit Masisi et Kilolirwe.

Ces affrontements ont entraîné des mouvements vers le nord de Kitshanga à Kalembe, Malemo Mpety, Minjenje et Pinga, une vague s'est orientée sur la partie sud vers Sake, Goma et une autre vague s'est orientée vers la partie sud-ouest de Kitshanga à Kausa, Lushebere et Masisi centre.

### 2. Principaux risques de protection

L'occupation de plusieurs localités de Masisi par les M23 après la coalition des groupes armés depuis début octobre augmente les risques de protection dans ces zones. En outre, il y a des craintes d'infiltrations d'acteurs armés inconnus et d'embuscades par les différentes parties au conflit. Les civils,

notamment les enfants, les femmes et filles demeurent les plus exposés et victimes des affrontements. La population civile encourt des risques importants de subir des accusations d'appartenance ou de complicité avec telle ou telle partie au conflit, les exposant à des actes de représailles par des éléments armés.

#### **a- Recrutements et association d'enfants au sein des groupes armés**

Des violations graves auraient été particulièrement concentrées dans les zones d'affrontements et celles où prolifèrent des groupes armés dans les zones affectées par la crise M23. On note une augmentation importante des cas de recrutement et/ou d'utilisation des enfants, de viols et autres actes graves de violences sexuelles, meurtres ou mutilation d'enfants et enlèvement des enfants, notamment dans les groupements Bashali-Kaembe, Bashali-Mukoto, Nyamaboko 2 et Bapfuna (territoire de Masisi) et dans les groupements Bishusha et Tongo (territoire de Rutshuru).

Les enfants restent la catégorie de personnes la plus affectée par le conflit en cours en raison de leur exposition et des risques de protection face à la forte présence de forces et groupes armés dans les territoires de Rutshuru et du Masisi. Les premières semaines du conflit ont vu émerger de nombreuses cellules de recrutements notamment en territoire de Masisi, engendrant ainsi un nombre important de cas de recrutement d'enfants. Dans ce contexte difficile, les acteurs de protection de l'enfant ont intensifié des séances de prévention et de sensibilisation aux risques de protection dans les conflits armés - y inclus le recrutement-, et ont fourni des services de réponses immédiates pour faire face à l'urgence des besoins. Cependant, les groupes armés continuent d' enrôler des enfants au sein de leurs effectifs. En effet, depuis le début de la crise, les acteurs de Protection de l'Enfant ont identifié et pris en charge plus de 1,000 Enfants Associés aux Forces et Groupes Armés (EAFGA) à travers les territoires du Nord Kivu affectés par la crise M23 et la majorité de ces cas ont été identifiés en territoires de Rutshuru et Masisi.

Si la question des filles associées aux groupes armés est peu visible dans les deux territoires (19% de filles sorties des groupes armés contre une moyenne de 24% au Nord Kivu et 26% dans les 3 Provinces), elle reste néanmoins centrale dans les réponses programmatiques des acteurs. Et ce, afin de mieux les atteindre et les accueillir dans les programmes de protection (y inclus le volet VBG) et d'appuis à la réinsertion communautaire et familiale avec leurs dépendants, en étroite collaboration avec les services étatiques, lorsque possible.

#### **b- Risques relatifs aux violences basées sur le genre (VBG)**

Dans les zones d'affrontement au nord-est de Masisi et sud-ouest de Rutshuru (groupements Bashali-Mukoto, Bashali-Kaembe, Bukombo, Tongo et Bishusha), on note une augmentation importante des cas de violences sexuelles, notamment de viol, sur des femmes et des filles. Le renforcement des effectifs de combattants par des acteurs armés (APCLS, Nyatura Abazungu, Nyatura CMC, NDC/R, FDLR et M23) dans ces zones entraîne des abus graves contre des femmes et filles lors de leurs mouvements vers les champs, forêts, marchés et lors des déplacements.

La pénurie en eau potable constatée dans l'agglomération de Nyamitaba 2 en raison du manque de maintenance de la tuyauterie, des 53 bornes fontaines et le captage à partir de la rivière Bwerapenzi dans le contexte des affrontements, obligent les civils à recourir à des sources d'eau situées à de longues distances de la cité et seraient exposés aux multiples abus, y compris les VBG.

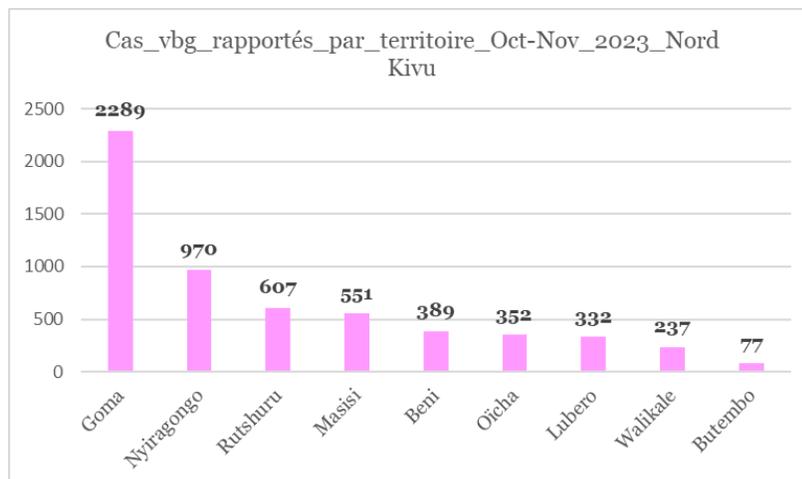
On dénombre au moins 130 allégations de cas VBG<sup>4</sup> en octobre et 114 cas en novembre 2023 dans le territoire de Masisi. A Rutshuru, il y aurait eu environ 50 allégations de cas VBG en octobre et 33 cas en novembre. Ces chiffres sont les plus élevés dans ces territoires depuis le début de l'année.

Il y a des cas d'enlèvement allégués aux éléments armés (Nyatura Abazungu) dans la zone de Nyamitaba qui hébergeait 3,917 ménages de déplacés fin octobre 2023. Ces abus auraient été commis pendant le puisage d'eau. La poursuite des affrontements dans la zone rend difficile l'accès à la zone.

Par ailleurs, les risques liés à la promiscuité au sein des ménages d'accueil et le recours au sexe de survie sont également présents.

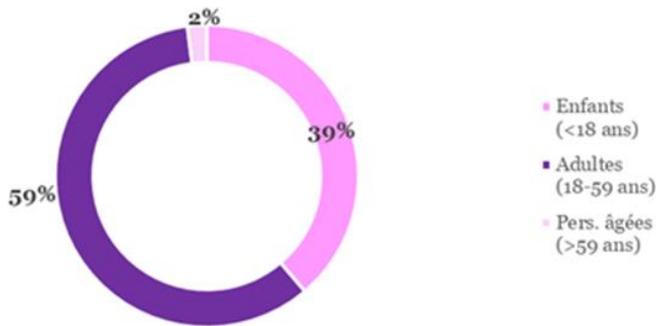
Données VBG par territoire du 1 <sup>er</sup> octobre au 30 novembre 2023						
Territoires	Hommes	Femmes	Enfants (<18 ans)	Adultes (18-59 ans)	Pers. âgées (>59 ans)	Personnes en situation de Handicap
Goma	47	2242	778	1451	60	37
Nyiragongo	3	967	385	563	22	8
Rutshuru	9	598	241	355	11	0
Masisi	14	537	217	322	12	0
Oïcha	28	324	95	255	2	8
Lubero	9	323	137	188	7	0
Beni	73	316	284	101	4	0
Walikale	1	236	86	150	1	23
Butembo	4	73	30	46	1	0
<b>Total</b>	<b>188</b>	<b>5616</b>	<b>2253</b>	<b>3431</b>	<b>120</b>	<b>76</b>

Cas\_vbg\_rapportés\_par\_sexe\_Oct-Nov 2023\_Nord Kivu

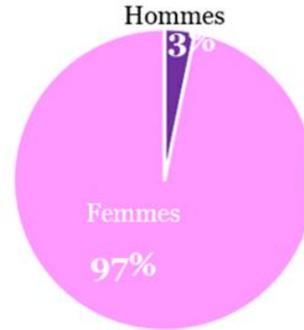


<sup>4</sup> Données du Monitoring de Protection

Cas\_vbg\_rapportés\_par\_tranche\_d'âge\_Oct-Nov 2023\_Nord Kivu



Cas\_vbg\_rapportés\_par\_sexe\_Oct-Nov 2023\_Nord Kivu



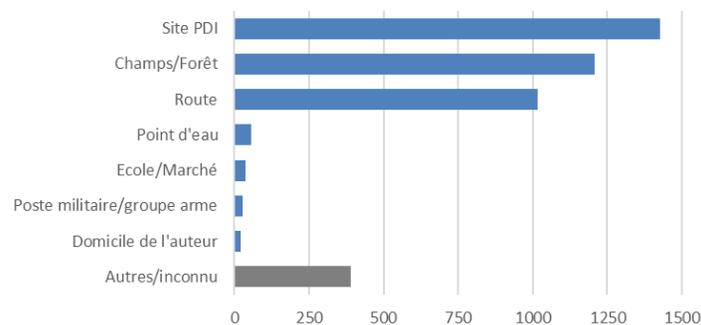
### c- Ciblage intentionnel des civils

L'implication de multiples groupes armés non-étatiques dans le conflit a entraîné un nombre élevé d'attaques et abus qui ciblent des civils. Ce ciblage est souvent lié aux accusations de collaboration des civils avec des parties au conflit, au non-respect du principe de distinction, ainsi qu'aux tensions communautaires et ethniques renforcés par des parties au conflit.

L'implication de multiples groupes armés non-étatiques et le faible niveau de respect et contrôle juridique du DIH a mené à l'utilisation de tactiques non conformes au DIH par les parties au conflit. Différents cas de non-respect du caractère civil et humanitaire des sites et d'occupation des infrastructures protégées (écoles, hôpitaux) ont été allégués aux acteurs partie à ce conflit en 2022 et 2023. De multiples cas d'accusations des civils de collaboration avec des acteurs armés et représailles graves ont été notées dans ce contexte, y inclus des meurtres, blessures, enlèvements et cas de VBG. Au moins 111 cas de meurtres intentionnels ont été enregistrés par des acteurs de monitoring depuis janvier 2023.

Cette tendance est aggravée par l'habitude des personnes déplacées (PDI) de faire des mouvements fréquents vers des zones d'origine, des champs, forêts et marchés. Ces mouvements, rendus plus fréquents par la vulnérabilité économique des PDI et le manque d'aide humanitaire suffisante, les exposent aux abus par des groupes armés. En 2023, plus de 28% des abus enregistrés contre des PDI dans les territoires affectés par la crise (Rutshuru, Masisi, Nyiragongo et Goma) ont été commis dans les champs ou la forêt et 24% ont été commis en route. Des mesures qui diminuent le besoin des PDI de faire des mouvements dangereux, peuvent donc entraîner une diminution significative des incidents de protection.

Nombre d'incidents par type de lieu  
Commis contre des PDI dans la zone affectée par la crise



#### **d- Séparations familiales**

La reprise des affrontements et les mouvements de populations massifs qui en découlent ont engendré d'importants cas de séparations familiales. Le domaine de responsabilité Protection de l'enfance, en étroite collaboration avec la DIVAS et les acteurs de protection de l'enfant, déploie des efforts pour mettre en place des points d'écoutes IDTR (Identification, Documentation, Tracing, Réunification) et des équipes mobiles dans les zones concernées afin de renforcer la réponse pour les séparations familiales. Des services de soins et de protection temporaires pour les Enfants Non Accompagnés (ENA) et les Enfants Séparés (ES), sont fournis, notamment pour ceux ayant besoin d'une prise en charge transitoire, à travers le placement en familles d'accueil et une prise en charge familiale temporaire. Tous les partenaires disposent d'un personnel spécialisé et formé à l'IDTR et à la gestion de cas.

En octobre 2023, l'ONG UPDECO a réuni dans le mois 78% des ENA identifiés et documentés dans le territoire de Rutshuru et accueillis ceux en attente de réunification familiale, dans des familles d'accueil transitoires.<sup>5</sup> Les réunifications familiales se font en général très rapidement, lorsque les identifications d'enfants séparés et non accompagnés sont immédiates dans les zones de déplacements.

Globalement, depuis le début de la crise M23, les acteurs de protection de l'enfant ont identifiés et pris en charge près de 4,000 enfants non accompagnés et enfants séparés dont 90% ont déjà été réunifiés avec leurs familles.

#### **e- Pillages et autres actes d'extorsion (taxations illégales...)**

Des groupes armés auraient érigé une vingtaine de barrières sur les axes qui mènent vers les champs et marchés et des routes reliant des grandes agglomérations, imposant le paiement de taxes illégales qui contribueraient au soutien des groupes armés. Sur chaque barrière, tout passant payerait au moins 1000 FC. Plusieurs autres abus sont allégués à ces groupes armés sur ces barrières : coups et blessures, enlèvements, meurtres, viols.

On continue également de noter des destructions et pillages dans la zone. Du 10 au 15 novembre, au moins 29 maisons auraient été détruites et des biens auraient été emportés ainsi que les médicaments et matériels d'une structure médicale à Kausa, en territoire de Masisi.

#### **f- Réduction de l'accès humanitaire**

Bien que des zones soient accessibles par la route, les combats entre des groupes armés restreignent l'accès vers les zones de santé affectées par les conflits armés en cours dans les territoires de Masisi et Rutshuru.

Ces violences ont impacté la mise en œuvre de plusieurs interventions humanitaires dans les zones de Mweso et Kitshanga. Les déplacés de Kitshanga, Mweso, Muhongozi vers des sites et familles d'accueil à Kirumbu, Kalengera, Mpati et Kivuye sont coupés de tout accès humanitaire. Les déplacés de Kitshanga vivent sans assistances depuis le mois d'octobre. L'intensification des affrontements et l'insécurité continuent de bloquer l'accès humanitaire dans ces zones. Cela pousse certains déplacés à s'orienter vers des zones dangereuses à la recherche de moyens de survie. Les déplacés qui exécutent des mouvements pendulaires sont exposés aux abus des droits de l'homme allégués aux acteurs armés non-étatiques.

<sup>5</sup> Intensification de la réponse humanitaire dans la province du Nord-Kivu Rapports de situation, Octobre et Novembre 2023\_OCHA

### **g- Incursions dans les sites**

Au centre de Masisi, 20 incursions, dont 6 dans les sites de Kalinga, Katale, Mater Dei, Kisoko, Bihito et Bukombo, auraient été perpétrées par des groupes armés (APCL et Nyatura Abazungu). On note une diminution des incursions dans la zone par rapport aux mois précédents : en septembre, 37 incursions ont été recensées, dont 14 dans les sites. Cette diminution s'explique par des mouvements des éléments de ces groupes armés vers le nord-est du territoire pour combattre le M23. Il y a un risque des nouveaux affrontements en cas de retour de ces éléments armés.

### **h- Occupation et attaques d'établissements scolaires et de structures sanitaires**

On note de plus en plus de cas d'occupation des écoles et d'incursions dans les hôpitaux et centres de santé. En 2023, 25 écoles ont été occupées à Masisi et Rutshuru, 17 écoles attaquées à Masisi et Rutshuru.<sup>6</sup>

Les acteurs de monitoring de protection rapportent qu'entre octobre et novembre 2023, 4 attaques contre des écoles et/ou des hôpitaux auraient été rapportées, dont 3 dans le territoire de Rutshuru et 1 dans le territoire de Masisi.

A titre illustratif, dans le territoire de Rutshuru, on note le pillage de médicaments et matériels du centre de santé Kishishe enregistré début novembre. Le personnel soignant aurait quitté la zone à la suite de l'insécurité.

Dans le territoire de Masisi, dans la nuit du 24 au 25 novembre, des hommes armés non identifiés auraient mené une incursion dans le centre de santé de Kashuga, suivi du meurtre d'un infirmier. Tous les malades auraient pris la fuite dans la brousse. La victime aurait été accusée de collaborer avec des éléments du M23.

Le 8 novembre, un acteur armé aurait installé un campement dans la concession de l'institut Bambo. Les salles de classes seraient utilisées comme dépôt des équipements militaires et des pupitres auraient été détruits. Cette école court des risques d'attaques par les autres acteurs armés lors des affrontements dans la zone.

### **i- Utilisation d'armes lourdes et exposition aux restes explosifs de guerre (REGs)**

Selon la coordination du Groupe de Travail Lutte Anti-Mines Nord Kivu (GT LAM Nord Kivu), entre 1<sup>er</sup> septembre 2022 et 31 novembre 2023 dans les territoires de Rutshuru et Masisi, il a été répertorié 75 incidents de protection liés aux engins explosifs improvisés et restes explosifs de guerres. Les zones de santé les plus affectées sont Rwanguba, Rutshuru, Bambo, et Mweso.

Les acteurs armés de ce conflit recourent à l'artillerie lourde causant des victimes parmi la population civile dans les milieux où se dérouleraient les affrontements. Des sources locales rapportent qu'au cours des affrontements du 13 novembre 2023 à Kishishe (Rutshuru), 5 hommes retournés auraient été blessés par des éclats de projectiles et 3 habitations détruites. Le 15 novembre, il a été rapporté l'utilisation d'armes lourdes qui aurait entraîné la blessure de 3 personnes, dont 2 filles à Bulega, dans le groupement de Bukombo (Masisi).

D'autre part, il est à noter l'exposition des civils aux restes d'explosifs de guerre dans les environs des lieux d'affrontement (territoires de Masisi, Rutshuru et Nyiragongo). A titre d'exemple, des victimes civiles

<sup>6</sup> Cluster Education Nord Kivu

ont été enregistrées à la suite d’explosions des REG dans le territoire de Masisi, dans des zones où il y a une forte présence des éléments M23 et des autres groupes armés et qui seraient dès lors fortement polluées par des restes explosifs de guerre. En effet, 11 personnes, dont 8 enfants auraient été tuées par des éclats d’un engin explosif abandonné aux environs du village Kyangitsi par des éléments d’un groupe armé le 6 octobre. Le 22 octobre, 2 personnes auraient été blessées par l’explosion d’un engin de guerre aux environs de la base de la MONUSCO à Kitshanga.

**j. Risque d’éviction des personnes déplacées internes vivant dans des sites et centres collectifs à Nyiragongo, Masisi**

Plus d’une année après le début de hostilités, le retour dans les zones de provenance devient de plus en plus hypothétique à cause de la persistance de l’insécurité. L’occupation prolongée par des déplacés des espaces fonciers appartenant à des particuliers alimente la tension entre les déplacés et les propriétaires terriens et augmente le sentiment de mécontentement à l’égard des PDIs. Ainsi, certains chefs terriens, des propriétaires terriens ainsi que des familles d’accueil demandent la libération de leurs terrains. Ceux-ci fondent leurs griefs sur le fait que :

- ✓ L’occupation de leurs terres par les déplacés les empêchent de jouir de leur droit foncier et constituent un manque à gagner.
- ✓ La crainte d’une expropriation tacite par l’Etat et l’installation définitive des déplacés sur leurs terres.
- ✓ L’appauvrissement du sol et la destruction des arbres sans contrepartie ou compensations.
- ✓ L’occupation perturbe le bon déroulement des activités à mener sur le terrain notamment les activités champêtres, activités scolaires, religieuses et élevage.

**IV. RECOMMANDATIONS/PLAIDOYERS**

RECOMMANDATIONS	ACTEURS	PRIORITE
Plaidoyer pour garantir l’accès humanitaire afin de permettre aux personnes touchées par le conflit d’accéder à l’aide, notamment les zones de Bashali et Bwito, en prévision de la coupure d’accès de l’axe Masisi centre.	Acteurs humanitaires, y compris les clusters	Urgent
Plaidoyer pour le financement à la hauteur des besoins en abris, afin de décongestionner les centres collectifs et sites spontanés dans les territoires de Masisi et Nyiragongo.	Acteurs humanitaires, y compris les Clusters (en particulier Cluster Abris)	Urgent
Poursuivre les sensibilisations et plaidoyers auprès des groupes armés pour mitiger les risques d’occupations et d’attaques d’écoles.	CICR, Geneva Call	Urgent
Discussions sur les possibilités d’intervention en WASH pour l’aménagement d’approvisionnement de Nyamitaba en eau potable	Cluster WASH	Urgent
Renforcement des activités lutte anti-mines dans les zones concernées - y inclus l’éducation aux risques des mines	GTLAM Nord Kivu / Cluster Protection	Urgent
Cartographie des zones fortement polluées, en coopération avec les acteurs de monitoring.	GTLAM Nord Kivu / Cluster Protection	Urgent

Intensification des sensibilisations lutte anti-mine dans les zones pertinentes notamment à l'attention des enfants particulièrement vulnérables à ce risque.	GTLAM Nord Kivu / Cluster Protection CP AoR	Urgent
Déploiement d'équipes mobiles IDTR sur tous les axes de déplacements de population pour l'identification immédiate de séparations familiales.	CP AoR	Urgent
Diffusion accrue au sein des communautés et auprès des leaders communautaires, de messages de prévention pour la protection des enfants dans les conflits armés	CP AoR	Urgent
Plaidoyer en vue du renforcement des mesures sécuritaires pour la protection des civils dans les villages et localités de provenance (à Rutshuru), car elles demeurent la condition clé pour le retour des PDI dans leurs milieux d'origine, en toute sécurité et dignité.	Cluster protection	Urgent
Discussions sur les activités économiques des groupes armés dans les territoires de Masisi et Rutshuru avec les autorités territoriales et militaires.	Cluster protection	Urgent
Plaidoyer pour la définition d'une politique et d'un cadre normatif provincial pouvant organiser l'accès à la terre pour les déplacés dans le contexte de crise ou de catastrophe naturelle.	Cluster protection et COHP	
Mobiliser les fonds nécessaires pour permettre aux acteurs humanitaires de prendre en charge les questions de logement, terre et propriété dans le contexte de la crise	Cluster protection et COHP	Urgent

**N.B.** : *Le Cluster Protection remercie le Cluster Education pour les informations fournies ayant permis d'enrichir cette analyse.*

*Cluster Protection, le 28 décembre 2023*